



PREFET DU LOIRET

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre**

Saint Cyr en Val, le 2 août 2010

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

**Société HONDA FRANCE
MANUFACTURING SAS**

Commune d'ORMES

**Proposition d'un arrêté préfectoral
d'autorisation**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé dans le cadre de la régularisation administrative des activités du site exploité par la société HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS sur la commune d'ORMES.

Par lettre en date du 7 novembre 2008, M. Thierry GRANJON, agissant en qualité de Directeur Général de la société HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS, dont le siège social est situé rue des Châtaigniers, sur le territoire de la commune d'ORMES (45140), a sollicité la régularisation administrative de l'autorisation d'exploiter des activités d'assemblage de tondeuses, groupes électrogènes et débroussailleuses exercées à l'adresse précitée. La régularisation porte sur l'augmentation du volume des bacs de traitement de surface et la modification des activités d'application de peinture

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en préfecture du LOIRET le 13 novembre 2008 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 4 février 2009.

Un plan du site est joint en annexe du présent rapport.

.../...

PJ : Annexe 1 : Plan du site
Annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	A ,DC D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2565	2a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, via des procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion	2 bains de dégraissage et phosphatation et 1 bain de passivation non chromique	Volume des cuves de traitement	> 1500	l	24 000	l
2940	3a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couverts par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques.	Application de peinture en poudre	Quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre	> 200	kg/j	300	kg/j
1131	2c	D	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations liquides	Stockage d'essence sans plomb 95	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1 > 10	t	1,55	t
1180	1	D	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles Utilisation de composant, appareils et matériels imprégnés	2 transformateurs aux PCB	Volume de produit contenu	> 30	l	1 034	l

1433	Bb	DC	Liquides inflammables (installation de mélange ou d'emploi)	Distribution de l'essence sans plomb jusqu'aux chaînes d'assemblage	Quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence	> 1 > 10	t	1,55	t
1434	1b	DC	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur.	Installations de remplissage des réservoirs des machines essence	débit maximum équivalent de l'installation	≥ 1 < 20	m ³ .h ⁻¹	3	m ³ .h ⁻¹
2910	A2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	2 chaudières à eau fonctionnant au gaz naturel	Puissance thermique maximale de l'installation	> 2 < 20	MW	2.9	MW
2920	2b	D	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques	3 compresseurs et 21 climatisations	Puissance absorbée	> 50 ≤ 500	kW	231	kW
1173		NC	Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (B), toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 100	t	3,34	t
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 2	t	8.57	kg
1412		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Stockage de 20 bouteilles de gaz propane et de bombes aérosols	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 6	t	0.309	t
1418		NC	Stockage ou emploi d'acétylène		Quantité totale susceptible d'être présente dans	< 100	kg	5.38	kg

					l'installation				
1530		NC	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.		quantité stockée	≤ 1000	m ³	520	m ³
1611		NC	Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique et d'acide sulfurique	Stockage d'acide de batterie	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50	t	50	kg
2560		NC	Travail mécanique des métaux et alliages		Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	≤ 50	kW	9	kW
2564		NC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques		Volume total des cuves de traitement	< 2000	l	60	l
2663-1		NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène ,etc.	Stockage de polystyrène	Volume susceptible d'être stocké	< 200	m ³	52	m ³
2663-2		NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Stockage de matières plastiques	Volume susceptible d'être stocké	< 1000	m ³	125	m ³
2925		NC	Ateliers de charge d'accumulateurs		Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	≤ 50	kW	39.4	kW

A autorisation

D déclaration

DC déclaration, soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement

NC non classable

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

1.2 Description de l'établissement

La société HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS implantée sur la commune d'ORMES est spécialisée dans la fabrication de tondeuses, groupes électrogènes et débroussailleuses. Pour ce faire, l'activité de fabrication est constituée de lignes de traitement de surface et d'application de peinture et de lignes d'assemblage.

Le site est implanté sur le parc d'activités industrielles et tertiaires d'ORMES / SARAN « Pôle 45 », au niveau de la section B628. Le site s'étend sur 73 000 m² dont 10 678 m² de surface bâtie, la majorité du terrain étant constitué d'espaces verts (45 660 m²). Il est situé en zone UI du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ORMES, zone qui est notamment destinée à recevoir des constructions à usage industriel, artisanal ou commercial ainsi que des installations classées soumises à autorisation.

Le site est composé :

- de bâtiments à usage de bureaux et de locaux sociaux ;
- d'un hall de production contenant les lignes précitées ;
- d'une plate-forme d'expédition des produits finis ;
- d'un atelier qualité ;
- d'un atelier pour le service après vente.

Les tiers situés à proximité de l'établissement sont des entreprises dont les activités sont essentiellement le transport et la logistique (WINCANTON, FDS,...). Une ferme habitée est située à l'extrémité ouest du site de HONDA, à environ 300 mètres.

1.3 Présentation de la demande

Les activités de la société HONDA FRANCE MANUFACTURING sont actuellement régies par un arrêté préfectoral en date du 30 décembre 1986. Depuis cette date, les activités ont évolué avec notamment une augmentation du volume des bains de traitement de surface (de 13 500 litres à 24 000) et une modification des activités d'application de peinture (passage des peintures liquides à base d'alcools à des peintures en poudre). Dès lors, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter auprès des services de Monsieur le préfet du LOIRET afin de régulariser la situation administrative de son activité.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

Compte tenu du caractère notable des modifications apportées par l'exploitant aux activités de son établissement et en application des dispositions de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter devait être déposé en préfecture, suivi d'une enquête publique, cette procédure étant réglementée par les articles R 512-2 et suivants du code précité.

1.5 Maîtrise de l'urbanisation

La régularisation des activités exercées par la société HONDA FRANCE MANUFACTURING est compatible avec son environnement compte tenu du fait que les effets thermiques et de surpression liés aux scénarii d'accidents développés dans l'étude de dangers figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ne sortent pas des limites de propriété de l'établissement.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Enquête publique

L'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société HONDA FRANCE MANUFACTURING. L'enquête s'est déroulée du 27 avril au 29 mai 2009 inclus dans les communes de ORMES, GIDY, SARAN, SAINT JEAN DE LA RUEILLE et INGRE.

Les registres d'enquête publique tenus dans les différentes communes ne font état d'aucune observation.

2.2 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 24 juin 2009, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société HONDA FRANCE MANUFACTURING compte tenu du fait qu' « aucune opposition n'a été formulée contre ce projet » et que « la demande d'autorisation correspond à une amélioration environnementale de l'activité usinière de l'établissement ».

2.3 Avis des conseils municipaux

Lors de leurs délibérations respectives en date des 6 mai, 4 juin et 30 juin 2009, les conseils municipaux de GIDY, ORMES et INGRE ont émis un avis favorable sur le dossier à l'unanimité.

Les délibérations des conseils municipaux de SARAN et SAINT JEAN DE LA RUELE n'ont pas été transmises à l'inspection des installations classées à ce jour.

2.4 Avis des services consultés

2.4.1 Avis du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Loiret

Par courrier en date du 31 mars 2009, le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Loiret a émis un avis favorable sur le dossier présenté par le pétitionnaire.

2.4.2 Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Par courrier en date du 30 avril 2009, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) a indiqué ne pas pouvoir se prononcer sur le dossier compte tenu du fait que l'évaluation des risques sanitaires présente dans le dossier n'est pas conforme à la méthodologie en vigueur définie par la circulaire de la Direction Générale de la Santé en date du 11 avril 2001. La DDASS a donc demandé à ce que lui soit présenté une évaluation des risques sanitaires conforme.

2.4.3 Avis de la Direction Départementale de l'Equipeement

Par courrier en date du 5 mai 2009, la Direction Départementale de l'Equipeement a émis un avis favorable au dossier présenté par le pétitionnaire, sous réserve de l'établissement d'une convention de rejet des eaux de vidange de la cuve pour essais des moteurs hors-bord, des éluats de l'osmoseur de la chaîne de traitement de surface et des eaux de lavage des machines dans le réseau d'eaux pluviales dont le gestionnaire est la Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire (CAOVL).

2.4.4 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par courrier en date du 20 mai 2009, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du LOIRET a émis un avis favorable au dossier avec les observations suivantes :

- les engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage devront pouvoir accéder à l'ensemble du site par des voies carrossables répondant aux caractéristiques définies à l'article 7.3.1.2 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe ;

- le système d'alarme devra être veillé afin de pouvoir l'exploiter immédiatement compte tenu de la temporisation à 3 minutes ;
- il conviendra de s'assurer en l'état que les hydrants privés et publics permettent d'obtenir un débit simultané de 400 m³/h sous 1 bar ; une attestation en simultanée des 2 poteaux incendie publics n°75 et 76 devra être fournie à ce titre ;
- une attestation de débit individuel et simultané des 4 poteaux incendie privés devra être fournie et le mode d'alimentation précisé ;
- l'attestation relative à l'autorisation d'utiliser la réserve incendie située à 400 mètres environ du site et appartenant à la Chambre de Commerce et d'Industrie devra être transmise.

2.4.5 Avis de la Direction régionale des Affaires Culturelles

Par courrier en date du 1^{er} avril 2009, la Direction régionale des Affaires Culturelles a indiqué que « ce dossier ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques en application de l'article L 522-2 du Code du Patrimoine ».

2.4.6 Avis de la Direction Régionale de l'Environnement

Par courrier en date du 18 mars 2009, la Direction Régionale de l'Environnement a émis un avis favorable à la demande, l'examen du dossier n'appelant pas d'observation de sa part.

2.4.7 Avis de la Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire

Par courrier en date du 7 mai 2009, la Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire a émis un avis favorable au dossier d'autorisation présenté par le pétitionnaire.

2.5 Réponse apportée par le pétitionnaire

Par courrier en date du 17 septembre 2009, le pétitionnaire a transmis à la DDASS une évaluation des risques sanitaires.

Dans son courrier en date du 29 septembre 2009, la DDASS indique que « les compléments apportés par le pétitionnaire permettent de conclure que la méthodologie de l'étude est conforme à la réglementation en vigueur définie par la circulaire de la Direction Générale de la Santé en date du 11 avril 2001 » et que « l'activité du site, y compris l'activité de production des débroussailleuses faisant l'objet de l'extension, n'engendre pas des émissions atmosphériques de polluants (vapeurs d'essence, gaz d'échappement) entraînant un risque sanitaire inacceptable pour la santé des populations. »

En conséquence, la DDASS émet un avis favorable sur le dossier.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

3.1.1 *Impact sur l'eau*

L'alimentation en eau du site est assurée par le gestionnaire du forage implanté sur le parc d'activité, forage qui prélève dans la nappe des calcaires d'Etampes. Les différentes utilisations de l'eau sur le site, dont la consommation annuelle est d'environ 4 500 m³, sont :

- l'usage domestique (sanitaires et restaurant d'entreprise) ;
- l'arrosage des espaces verts ;
- l'alimentation de l'osmoseur de la chaîne de traitement de surface et de peinture ;
- le nettoyage des tondeuses après les tests de coupe sur le terrain d'essai ;
- le remplissage du bac d'essai moteur et la station de lavage de l'atelier de service après vente.

A noter que la consommation d'eau a nettement diminué ces dernières années (10 000 m³ en 2005 et 2006).

Le réseau d'eaux pluviales interne au site collecte les eaux pluviales de ruissellement sur les toitures et sur les surfaces imperméabilisées, les eaux de vidange du bac d'essai moteurs, les eaux de l'aire de lavage du service Qualité, les éluats de l'osmoseur et les eaux issues de la purge des chaudières. L'ensemble de ces eaux est ensuite évacué vers le réseaux d'eaux pluviales communal. Préalablement au rejet au réseau communal, ces eaux sont traitées par un séparateur à hydrocarbures.

Les eaux usées produites par l'établissement (sanitaires, station de lavage du service après vente, restaurant d'entreprise, lavage des sols du hall de production) rejoignent quant à elles le réseau communal d'eaux usées et sont ensuite traitées par la station d'épuration de LA CHAPELLE SAINT MESMIN. A noter que les eaux issues du restaurant d'entreprise transitent par un bac dégraisseur avant rejet et celles de l'aire de lavage par un séparateur d'hydrocarbures.

3.1.2 *Impact sur l'air*

Les sources d'émissions atmosphériques sont liées :

- aux deux chaudières utilisant du gaz naturel ;
- aux brûleurs de dégraissage de la chaîne de traitement de surface et ceux du four et de l'étuve ;
- au trafic routier.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter fait état des mesures réalisées au niveau des différents exutoires de rejets atmosphériques présents sur le site. Les mesures ont mis en évidence des résultats conformes à la réglementation en vigueur.

3.1.3 *Bruit*

Les équipements à l'origine des émissions sonores sont principalement la ventilation générale de l'usine, les chaudières, les compresseurs et les convoyeurs des chaînes.

Une mesure acoustique a été réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, montrant le respect des niveaux maximum admissibles en limite de propriété et du critère d'émergence au niveau de la zone à émergence réglementée la plus proche.

3.1.4 *Gestion des déchets*

Les principaux déchets générés par l'activité sont :

- les cartons d'emballage ;
- la ferraille ;
- les déchets de dégraissage issus du traitement de surface ;

L'ensemble des déchets produits par le site est soit valorisé lorsque cela est possible (cartons, bois, plastiques,...), soit éliminé vers des filières autorisées.

3.1.5 Transports

Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire estime à 230 par jour le nombre de véhicules légers utilisés par le personnel du site. Le trafic poids lourds est quant à lui estimé à 20 passages journaliers. Au regard du trafic lié à la zone d'activité, l'impact de la société HONDA sur le transport apparaît faible (4,5 % du trafic véhicules légers et 1,5 % du trafic poids lourds).

3.1.6 Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que les dispositions des articles R 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement seront respectées avec notamment l'évacuation des produits dangereux et déchets présents sur le site ainsi que la mise en sécurité de l'établissement.

3.1.7 Impact sur la santé

L'étude d'impact sanitaire transmise par le pétitionnaire en septembre 2009 montre que les risques chroniques dus à l'établissement et liés aux impacts mentionnés ci-dessus sont acceptables.

3.1.8 Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les principaux risques liés aux activités du site sont :

- l'explosion de la chaufferie ;
- l'explosion de la cabine de peinture utilisant les poudres ;
- l'incendie au niveau du stockage d'essence ;
- l'incendie des zones de stockage de déchets.

Un certain nombre de dispositions est prévu pour prévenir ces risques au niveau de la conception des bâtiments (ventilation des bâtiments, protection foudre, détection incendie,...), des conditions d'exploitation (permis de feu,...) et des moyens de lutte (extincteurs, poteaux incendie,...).

Les éléments figurant dans le dossier montrent que les zones d'effets thermique et de surpression liées aux conséquences des scénarii d'accidents précités sont confinées à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement et n'impactent donc aucun tiers.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à la régularisation des activités exercées par la société HONDA FRANCE MANUFACTURING ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services administratifs intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires ont été mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. L'ensemble de ces mesures ainsi que les observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

5. CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'Inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société HONDA FRANCE MANUFACTURING sur son site d'implantation d'ORMES.

Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R 512-25 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques devra être consulté sur ce projet.

L'inspecteur des Installations Classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre

Pour le directeur et par délégation,

Signé